

COMMUNE DE CHAPONNAY

Département du Rhône – 69



PLAN LOCAL D'URBANISME

2- LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Version provisoire – document de travail – V9

Révision prescrite le :	22 juillet 2010
Arrêtée le :	
Approuvée le :	
Exécutoire à compter du:	

Introduction

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 Décembre 2000 a dressé un constat critique sur l'aménagement des territoires de ces cinquante dernières années : étalement urbain, ségrégations sociales et spatiales, augmentation des besoins en déplacements, imperméabilisation trop importante des sols, pollutions...

La Loi issue du Grenelle 2 de l'environnement, les lois ALUR et LAAF aujourd'hui visent à renforcer les dispositifs déjà mis en œuvre.

Institués pour pallier les carences en matière de prise en compte de l'environnement, les Plans Locaux d'Urbanisme ne sont plus seulement des documents de gestion de l'occupation des sols, mais des outils porteurs de projets. L'article L.123-1-3 du Code de l'urbanisme précise que le Projet d'Aménagement et de Développement Durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Les principes à respecter

Le dispositif législatif impose aujourd'hui **cinq grands principes** à prendre en compte dans les différents documents de planification que sont les Schémas Directeurs de Gestion de l'Eau (S.D.A.G.E.), Schémas de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.), les Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.) ou les P.L.H. (Programme Local de l'Habitat) :

- **L'équilibre** entre un développement urbain maîtrisé, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles, forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, en respectant les objectifs d'un développement durable.
- **La diversité** des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat, en prenant en compte en particulier les besoins présents et futurs en matière de logements, d'activités économiques ou d'équipements afin de limiter les déplacements dans l'intérêt général.
- **L'utilisation économe des espaces** naturels, urbains, périurbains ou ruraux, en maîtrisant les besoins en déplacement, la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et des écosystèmes, la sauvegarde du patrimoine bâti et des paysages, la prise en compte des risques naturels et technologiques, la réduction des nuisances et pollutions de toutes natures.
- **L'harmonisation** par les collectivités publiques de leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace, dans le respect réciproque de leur autonomie.
- **La transition énergétique** des territoires visant la réduction des dépenses énergétiques dans les bâtiments, les activités humaines, les déplacements et la dépendance au pétrole et énergies fossiles.

La révision du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion pour **la commune de Chaponnay** d'améliorer l'aménagement de son territoire dans une **gestion économe des espaces et le respect de l'environnement**. Il s'agit là d'une approche basée sur la **reconnaissance des qualités, des pressions et des potentialités** du territoire.

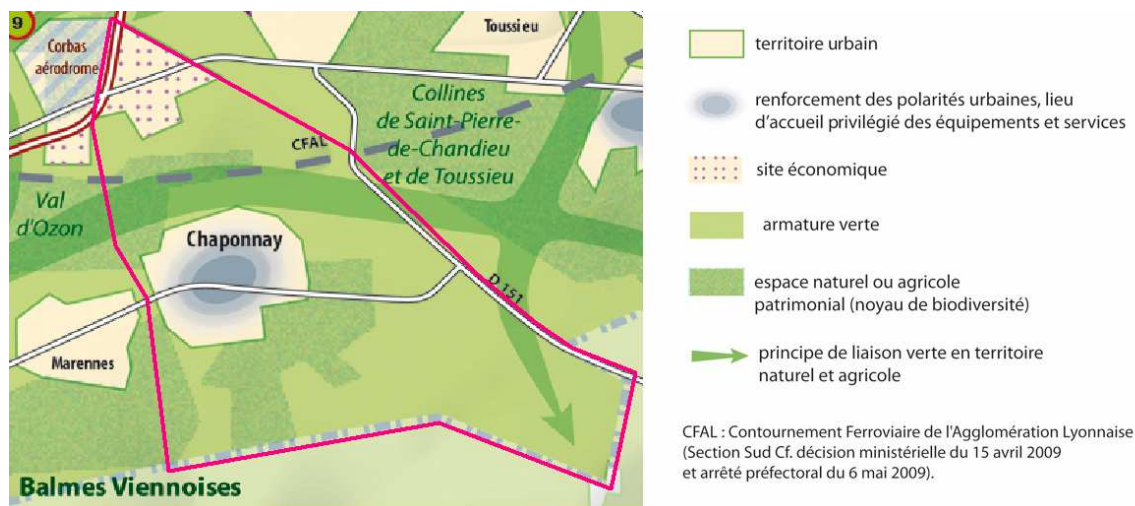
Les orientations élaborées dans le cadre du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) se déclinent de la manière suivante :

- 1 – Préserver l'identité de la commune et la qualité de vie**
- 2 – Maîtriser l'urbanisation et diversifier l'offre de logements**
- 3 – Préserver les paysages et les espaces agro naturels**
- 4 – Favoriser un fonctionnement équilibré du territoire**

La prise en compte du contexte intercommunal de Chaponnay

Le projet d'Aménagement et de Développement Durables de Chaponnay **s'inscrit pleinement dans les orientations** définies à l'échelle supra communale, notamment par le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération lyonnaise (SCOT 2030), approuvé le 16 décembre 2010, et le Programme Local de l'Habitat (PLH 2015-2020) de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon.

Le SCot 2030 de l'agglomération lyonnaise



Le SCOT de l'agglomération lyonnaise vise la production d'environ **24 000 logements d'ici 2030** à l'échelle du secteur sud de l'agglomération.

Il a fait le choix d'une organisation multipolaire où chaque polarité urbaine structure un bassin de vie qui participe à sa mesure à la construction du renforcement de l'agglomération, tout en étant soucieux de la préservation des espaces naturels et agricoles.

Dans cet esprit, le Val d'Ozon appuie son développement sur trois polarités urbaines dites « relais » : les centres bourgs de Saint-Symphorien-d'Ozon, Saint-Pierre-de-Chandieu et **Chaponnay**.

Le PLU devra prescrire des ratios moyens de densité de **30 à 35 logements à l'hectare**.

Le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon pour la période 2015-2020.

Le PLH demande d'augmenter le rythme de construction annuel sur la commune en passant progressivement **de 35 à 38 logements, puis 40 logements annuel** entre 2017 et 2020. Le taux d'évolution induit est d'environ **2,7%, contre 0,9%** en France (chiffre INSEE 2014), alors que la commune ne dispose pas de transport en commun et d'infrastructures suffisantes pour accueillir cette population nouvelle.

Le total produit doit être de **237 logements entre 2015 et 2020**, dont **111 logements sociaux** avec la répartition suivante:

- **33 logements minimum** de type T1 et T2 en PLAi, PLS ou PLUS
- **33 logements minimum** en PLAi, soit 30 % de la production
- **22 logements maximum** en PLS, soit 20% de la production
- **56 logements minimum** en PLUS, soit 50% de la production

Le Contexte



La commune de CHAPONNAY est située dans le bassin versant de la vallée de l'Ozon, partie intégrante de la grande couronne agricole de l'agglomération lyonnaise. Le territoire possède aux pieds des balmes viennoises, une forte attractivité, à l'interface de la métropole et de la "campagne".

Le bourg s'est d'abord développé suivant **deux pôles distincts** répartis autour de l'Eglise, puis le long de la route de Marennes et de la rue de la Poste.

Il demeure en centre bourg et ses abords, un patrimoine préservé (château, parcs, jardins, maisons bourgeoises, fermes, puits, ..) et une unité **architecturale et urbaine forte**, ménageant à la fois **une continuité du bâti**, mais aussi des **espaces préservés en cœur d'îlot**.

Cet assemblage a permis d'accueillir l'ensemble des services de proximité, avec ses équipements publics et ses commerces.

Mais le desserrement de l'agglomération lyonnaise, à partir de la fin des années 60, a entraîné **un étalement de l'urbanisation sans précédent**, essentiellement sous la forme d'un l'habitat individuel, fortement consommateur d'espaces et générateur de déplacements automobiles, comme d'une demande croissante en stationnement.

Si cette urbanisation a répondu à des besoins spécifiques, **sociaux** en matière d'équipements et de logements, **économiques** pour les zones d'activités, elle n'a pas permis de renforcer localement les **fonctions de centralité** du bourg et conforter d'une manière homogène, les différents secteurs en tant que **pôles de proximité**.

Objectif 1 : Une structure ancienne à préserver



La forme urbaine du centre de Chaponnay est essentiellement héritée du XIXème siècle et constitue les fondements d'une identité propre et d'un cadre de vie de qualité.

Elle rassemble sous une forme multifonctionnelle l'ensemble des services nécessaires à la vie du village (commerces, artisanats, équipements, habitat).

Le bâti s'établit à l'alignement des voies, sur deux ou trois niveaux maximum (Rdc+1 à Rdc+2), avec un parcellaire étroit dépassant rarement **20 m de large**. Parfois, les rez-de-chaussée accueillent des activités et des services.

Le bâti présente ainsi une double exposition sur rue et jardin, entre urbanité et intimité.

Des venelles rythment l'ouverture du parcellaire et permettent ponctuellement d'accéder dans la profondeur à des constructions sur les arrières, au-delà d'une bande de **15 mètres**.

Compte tenu de son histoire et de cette structure particulière, la morphologie bâtie du centre ancien dépasse rarement **25 logements** à l'hectare.

Il s'agira dans le cadre du PLU de :

- **Proposer** des prescriptions architecturales et urbaines dans le respect des morphologies et densités existantes (alignement, maintien des cœurs d'îlots, palette de couleurs des façades ...), en limitant l'imperméabilisation des sols.
- **Gérer** la densification en accord avec la capacité du tissu urbain à gérer les flux et le stationnement automobile.

Objectif 2 : Prévoir des axes d'extension du centre ancien



Après l'étalement urbain et la réalisation de zones monofonctionnelles, il s'agit **d'assurer un recentrage à proximité du centre bourg des fonctions résidentielles et d'animation** de la commune (équipements, commerces, services...).

Sans pour autant engorger le centre avec l'automobile.

Pour cela, **deux axes** semblent jouer un rôle primordial :

- celui de la route de Marennes et de la rue Centrale, comportant la caserne, les écoles, la crèche, la mairie, la bibliothèque, l'école de musique, ...
- celui de la rue de la Résistance et de la Poste avec la salle des fêtes, la poste et les commerces sur la place Charles de Gaulle, jusqu'au collège de la Xavière.

Il s'agira dans le cadre du PLU de :

- **S'appuyer** sur la structure urbaine existante qui joue un rôle identitaire et fonctionnel. Deux principes peuvent être privilégiés :
 - Le premier est **historique et identitaire**. Il s'agit de l'axe de la route de Marennes pour lequel les principes d'urbanisation devront respecter et conforter la structure ancienne, dans un prolongement de la centralité, en accord avec le fonctionnement local (accès, stationnement, trottoir, ...).
 - Le second **propose de requalifier** le carrefour des rues de la Poste et de la Résistance (trottoir, espace public, cheminement piéton, traitement des sols, ...), en suscitant un prolongement du traitement en direction du chemin de Pré Sindrut pour les décennies à venir.
- **Favoriser l'implantation** des constructions nouvelles sur les secteurs équipés, notamment proches du centre bourg ou des transports en commun.
- **Préserver les rez-de-chaussée commerciaux** en interdisant les changements de destination en vu d'un logement ou d'un garage.
- **Prévoir** des emplacements réservés pour favoriser le réaménagement piéton de l'espace public : rue Centrale, rue de la Roussière, le long du Putaret et des rues traditionnelles (rue Matou, chemin de Baleyzieu, ...), sans oublier le problème du stationnement.

Plus particulièrement, ces axes devront développer **une forme urbaine, en harmonie avec son caractère villageois** (continuités bâties reliées à l'habitat traditionnel) et adaptée aux contraintes contemporaines (densité, stationnement, accès aux services, emplois de proximité, ...).

Objectif 3 : Préserver le patrimoine bâti



Le patrimoine constitue une mémoire collective et participe à la qualité du cadre de vie.

En centre bourg comme sur l'ensemble du territoire, le passé rural montre des qualités architecturales (château, maison de bourg, fermes sur cours, granges en pisé, puits,) qu'il y a lieu de **préserver ou de valoriser**.

La pression foncière amène une tendance à privilégier la densification par division parcellaire, réaménagement dans le volume existant, mais aussi par la démolition d'éléments remarquables au profit de constructions nouvelles.

Il s'agira de veiller à **maîtriser ces évolutions** pour maintenir le cadre et la qualité de vie sur la commune :

- **Requalifier** les bâtiments «symboles» : la salle des fêtes rue de la Poste, le château du parc municipal pouvant à terme accueillir la mairie ou un équipement public.
- **Mettre en valeur** les curiosités locales (circuits pédestres en partenariat avec le Conseil Général du Rhône).

Objectif 4 : Maintenir une trame végétale en centre bourg



Le bourg et sa périphérie immédiate se caractérisent par la présence d'une trame végétale qui se structure autour :

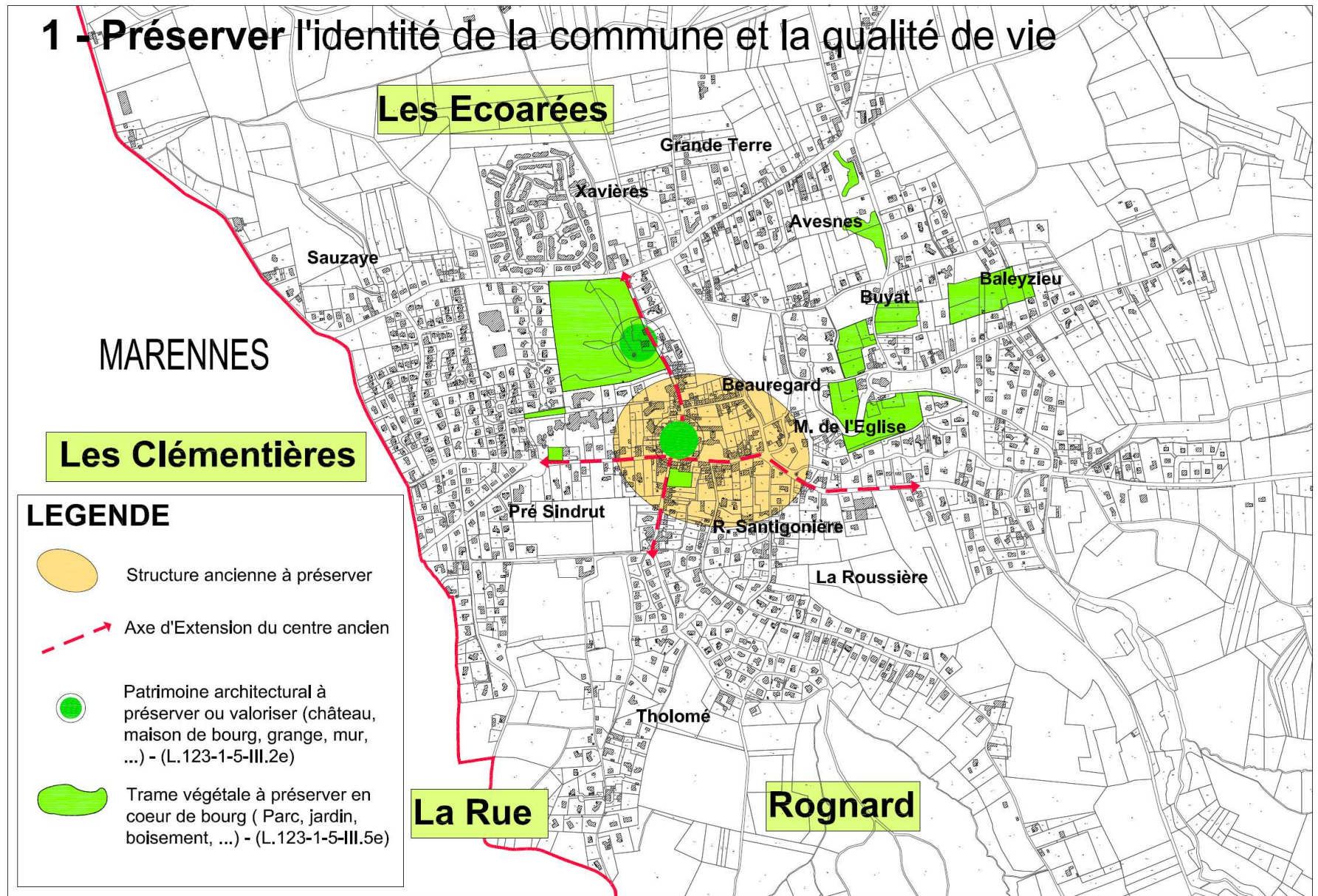
- des cours d'eau (Le Putaret et Le Vernatel) et la ripisylve qui les accompagnent,
- de parcs clos et des jardins,
- des haies le long des voies et du parcellaire.

Cette structure végétale joue un rôle essentiel en zone urbaine pour assurer un cadre de vie de qualité, mais aussi des continuités écologiques faune, flore et la gestion des eaux pluviales.

Il apparaît essentiel de maintenir un équilibre entre espace bâti et naturel.

Pour cela, la création d'espaces verts doit être proportionnelle à l'urbanisation nouvelle et à sa densification prévisible, afin de limiter les effets de la minéralisation des sols. Il s'agira dans le cadre du PLU de :

- **Proposer** un « COS vert » différencié en fonction des différentes zones urbaines et **adapter la densité du bâti** en fonction des fortes sensibilités visuelles et les problèmes de ruissellement.
- **Poursuivre le maillage** des espaces verts, parcs, zones de loisirs et équipements publics par des cheminements piétonniers continus en tirant parti des sentiers existants et des voies nouvelles à créer.
- **Affirmer** les relations de la ville avec les cours d'eau : projet de création d'une zone humide au bord de l'Ozon, mise en valeur et ouverture des berges du Putaret aux piétons,...
- **Localiser dans les zones urbaines les espaces non bâtis d'intérêt paysager**, nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements au titre du L123-1-5-III 5e (Parcs, jardins, haies, ...) et élaborer des mesures visant à protéger leurs caractéristiques originelles.
- **Compléter et mettre à jour** le dispositif des espaces boisés classés, doublé éventuellement d'un classement en zone N.



Le contexte

L'urbanisation de Chaponnay s'est réalisée à partir du centre, sous forme de lotissements en habitat pavillonnaire ou groupé, et en étoile le long des voies principales sous forme d'habitat individuel dispersé. Depuis, les opérations en centre bourg ont permis un recentrage massif de l'urbanisation sous forme de collectif.

La population de Chaponnay est passée ainsi de **3580 habitants en 2008 à 4216 habitants** au 1er janvier 2016 (donnée INSEE).

Cette évolution traduit une **forte pression urbaine** et un rythme de construction qui s'est accéléré depuis l'application du PLU en 2008., dont l'objectif affiché par le PADD était d'atteindre **5000 habitants en 2020**. Il est largement supérieur au rythme préconisé par le SCoT à l'échéance de 2030 **avec un rythme moyen de 35 logements par an**.

Cette évolution entraîne avec elle **une augmentation des besoins** en matière de gestion des eaux pluviales; d'assainissement, d'équipements scolaires, de stationnement, de voirie, ... et un déséquilibre dans l'offre de logements.

Malgré une **réorientation vers du collectif et du locatif aidé**, portée essentiellement par les opérations d'aménagement d'ensemble inscrites au PLU (**98 logt en collectifs sur Pré Sindrut en 2010**), le déséquilibre demeure.

Ainsi, en 2014, le parc comptait **1503 logements**:

- **80 %** de grands logements de type T4 et +
- **80,6 %** de logements en propriété contre 50 % dans le Rhône
- **7 %** de logements locatifs aidés.

L'offre actuelle ne **permet pas de répondre** pleinement aux besoins des jeunes ménages, de la décohabitation et des personnes vieillissantes en locatif ou locatif aidé. Il ne correspond pas non plus **au 27,9 % des foyers fiscaux** dont le revenu moyen annuel déclaré est avec **13 155 euros**, proche ou inférieur au seuil de pauvreté.

La commune est assujettie à la loi SRU et une obligation de **25 % de son parc** de logements en locatif social. Il compte ainsi en 2014 un déficit de **266 logements sociaux** malgré les 109 déjà réalisés; Chaque logement en accession à la propriété accentuant le besoin en social.

Il s'agit donc d'établir un véritable **plan d'urgence** pour offrir un **logement adapté à tous**. L'objectif fixé par le Préfet pour la période 2014-2016 est de **46 logements**. Mais, ces besoins doivent être mis en rapport avec la **forte consommation d'espace** dans les secteurs périphériques et les hameaux qui s'est matérialisée par des lotissements en maisons individuelles ou du pavillonnaire épars.

Dans le PLU actuel, près **de 60 % du potentiel** constructible se situe en dehors du centre (15 hectares en zone Ue et Uh) pour 12 hectares de zones AUe et AUh.

Cette offre montre aussi la très faible maîtrise de la collectivité sur le foncier, dans la mesure où **50 % de la capacité constructible** est en dehors des zones AU, ne disposant pas d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP). Le foncier est un bien non renouvelable qu'il s'agit aujourd'hui de maîtriser.

Ce travail repose sur **la préservation des qualités urbaines et architecturales** du bourg mais aussi, sur **un meilleur contrôle** de l'urbanisation périphérique.

Ainsi, il n'y aura pas d'extension des surfaces constructibles.

Objectif 1 : Le centre, une zone de renforcement urbain et de mixité sociale

L'objectif de la commune est de **diversifier l'offre de logements** et contribuer à une meilleure répartition des classes d'âges au sein de la population; En particulier, il s'agit d'éviter le départ des jeunes chaponnaysards, faute de logements adaptés à leur budget. Il est souhaitable que le niveau de ressources soit moins un frein à l'installation sur la commune.

Le PLU veillera à traduire le PLH sur la période 2015-2020 et promouvoir une offre diversifiée de logements sur le centre. Il s'agira de:

- **Réaffirmer** le rôle central et la fonction d'animation du cœur de village, en renforçant la mixité fonctionnelle (habitat, commerce, activité) et permettant des petites opérations en logement collectif ou groupé.
- **Etablir** une servitude de mixité sociale sur l'ensemble **des zones U constructibles** (par exemple 30% de la SDP créée doit être en social à partir de 3 logements créés), **et des servitudes renforcées** sur certains secteurs choisis: Dernière tranche de Pré Sindrut, Tholomé, La Roussière, Grande Terre, Santigonière, Beauregard, ...
- **Améliorer les conditions d'accès et d'accueil** aux services et commerces de proximité en complétant le maillage viaire, les continuités piétonnes et cyclables par une politique d'emplacements réservés.
- **Renouveler** la forme urbaine, en optimisant le tissu existant sur le bourg et sa périphérie.

Objectif 2 : Définir des sites à enjeux pour une maîtrise de l'urbanisation

Dans un souci d'économie d'espace et d'efficacité urbaine, la maîtrise de l'évolution passe par un meilleur contrôle de l'urbanisation. Il s'agira de:

- **Préciser** la capacité constructible du PLU et son rythme, en suivant les préconisations du PLH 2015-2020 et une évolution de **la population compatible avec le SCoT**.
- **Diversifier le statut des logements** : accession à la propriété, accession aidée mais aussi en locatif en proposant des secteurs faisant l'objet de servitude pour la réalisation de programmes de logements mixtes au titre des articles L.123-2-b du Code de l'Urbanisme (PLAi, PLS et PLUS).
- **Elaborer** des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur **les secteurs à enjeux** en cœur de village, en fonction de la capacité des équipements, des accès, du stationnement, des Transports en commun et de diversification de l'offre de logements : Santigonière, Pré Sindrut, Buzy, Tholomé...
- **Diversifier la nature des logements** en neuf et réhabilitation. Le PLU doit permettre de valoriser l'habitat ancien dans le centre ville et dans les écarts en hameau ou isolé.
- **Diversifier la qualité des logements** : habitat adapté aux personnes âgées ou handicapées à proximité des services et des commerces, intégration des principes environnementaux (**et proposer** des secteurs pour le développement d'éco-quartier ou des prescriptions renforcée pour un Développement Durable (Haute Qualité Environnementale, performance thermique et énergétique, ..).
- **Encourager** une architecture et un urbanisme innovants en matière de gestion des énergies et des déchets, d'aménagement des espaces publics, de gestion des eaux pluviales et de déplacements alternatifs (stationnement collectif, bornes de recharges électriques, aires de covoiturage...), tout en préservant une certaine harmonie dans ce village du Dauphiné.

Objectif 3 : Limiter l'étalement urbain et le mitage

Il s'agit ici de limiter la consommation des espaces naturels et agricoles et de réduire l'impact des secteurs périphériques en matière de déplacement par rapport au PLU approuvé en 2007.

Depuis, il s'est consommé environ **34,3 hectares pour 439 logements, soit 2,63 ha/an**. La densité moyenne bâtie est d'environ 13 logements par hectare.

Le recentrage de l'urbanisation et l'intensification des constructions sur les secteurs suffisamment équipés devra aboutir à :

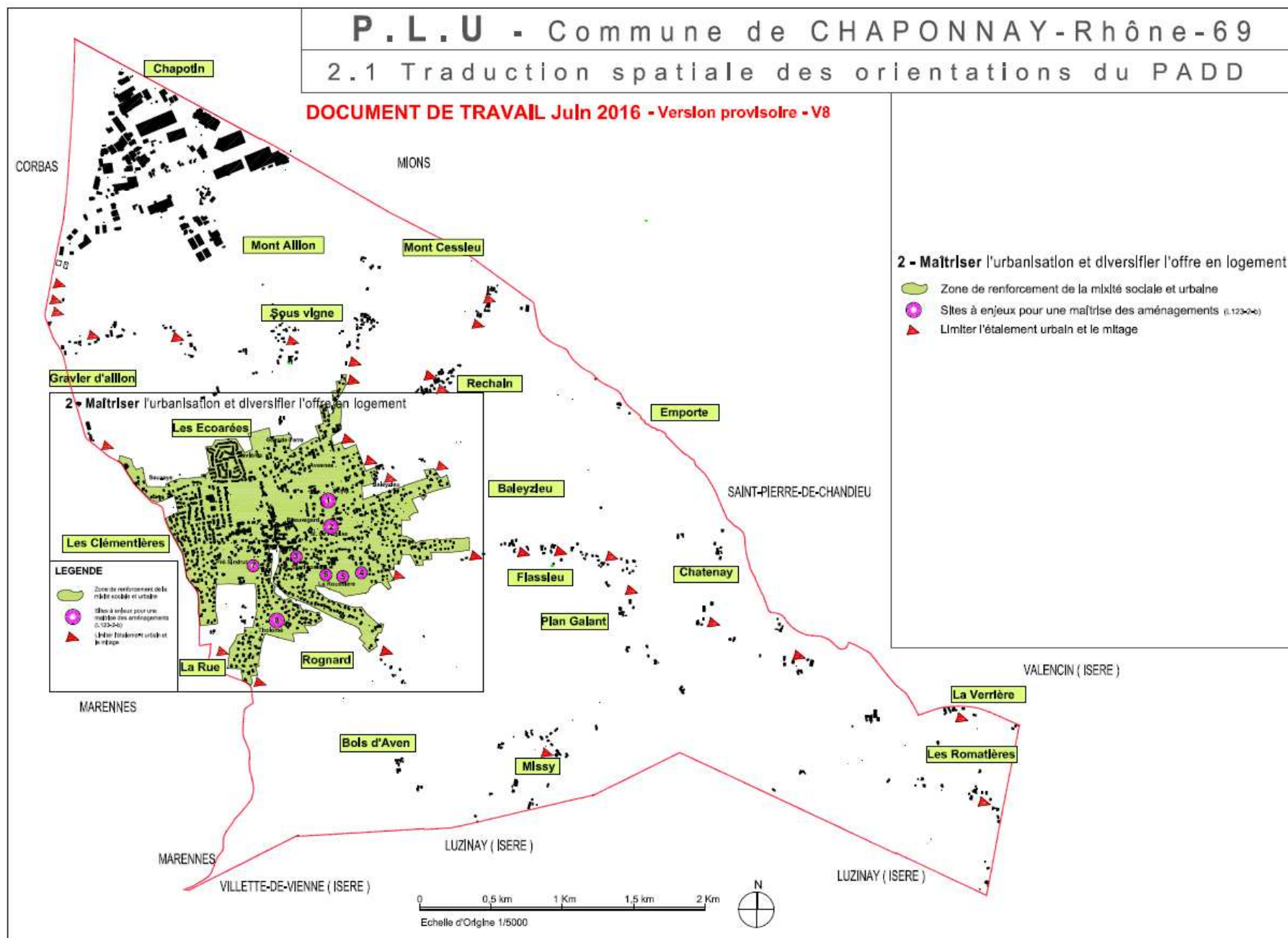
- **Ne pas étendre** les zones urbaines ou à urbaniser par rapport au document d'urbanisme précédant.
- **Supprimer** les zones à urbaniser (AU) sur les hameaux.
- **Limiter** les constructions nouvelles des secteurs périphériques et les écarts dépourvus de Transports en Commun (TC) . Dans ce cadre, peuvent être seuls renforcés, les secteurs qui disposent d'un assainissement ou d'accès suffisants aux T.C.
- **Proposer** de nouvelles formes urbaines respectueuses du tissu ancien existant et préservant la qualité de vie.



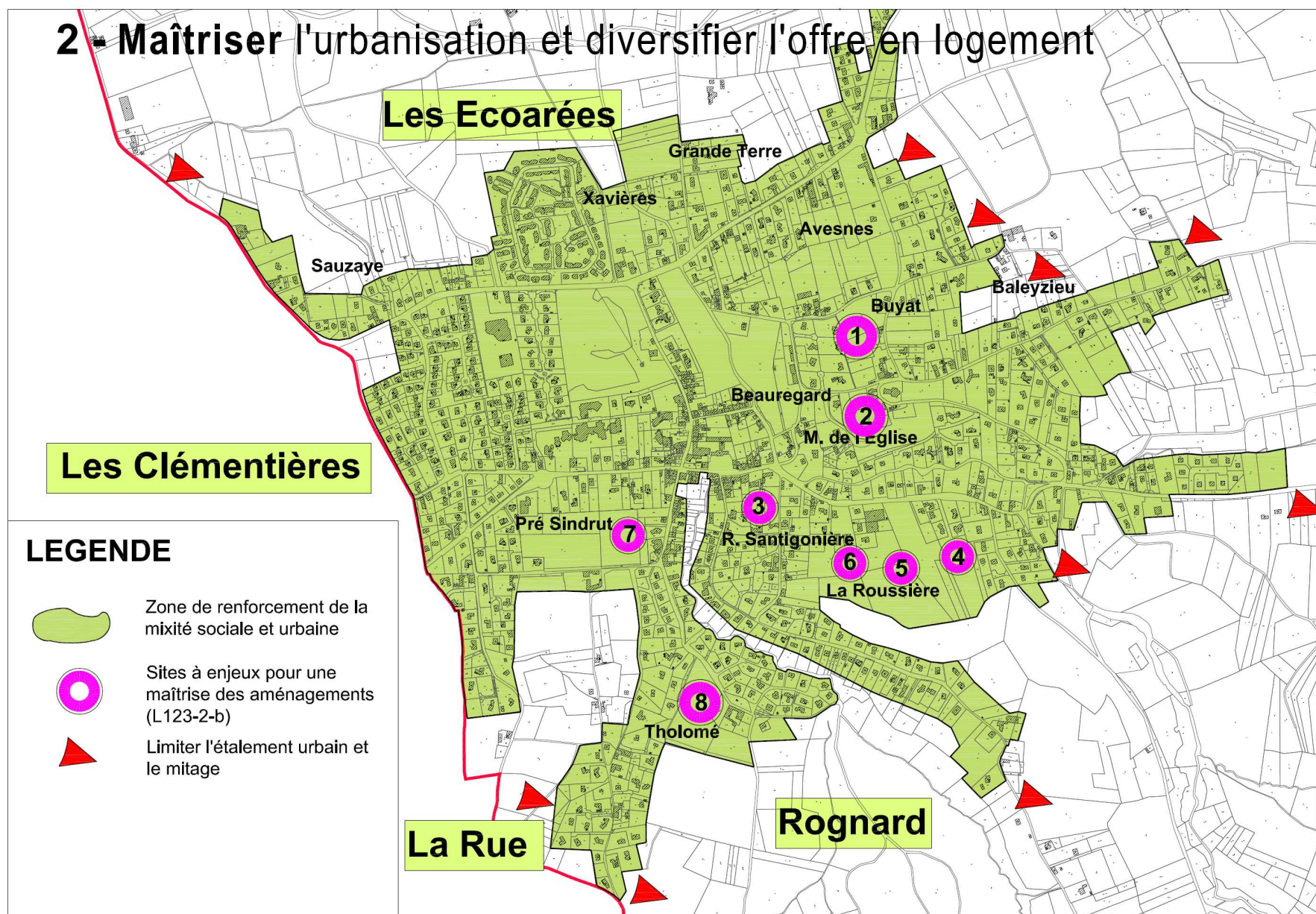
*Exemple de l'opération **Les belles saisons** à Mornant*

L'architecture traditionnelle de "ferme" est réinterprétée en "**maison patio**".

Organisée autour de jardins privés, elle favorise le sentiment d'intimité, tout en permettant des densités supérieures à 35 logements à l'hectare.



2 - Maîtriser l'urbanisation et diversifier l'offre en logement



Le contexte



Route de Flassieu

La commune de Chaponnay possède un **patrimoine naturel, paysager et agricole important**, entre Val d'Ozon et Balme Viennoise et constitue **un milieu remarquable à l'échelle de l'Est Lyonnais**. Plus des 2/3 du territoire est en zone agricole ou naturelle, ce qui demeure un **atout aux "portes de Lyon"**.

Son territoire est ainsi concerné par plusieurs sites d'intérêt écologique : la **Plaine alluviale de l'Ozon** et la zone humide de Sauzaye classées espace naturel sensible (ENS) par le Conseil Général, tout comme le **Plateau et les collines de Chaponnay-Marennnes** et la ZNIEFF de types 1, Prairies de l'aérodrome de Lyon Corbas.

Ces espaces jouent aussi un rôle essentiel dans le **maintien d'une agriculture périurbaine** qui pourtant, est de plus en plus soumise à la pression foncière. **76% de la S.A.U.** est en fermage, montrant que les exploitants agricoles ont peu de maîtrise sur leur outil de travail.

Le territoire a perdu la moitié de ses exploitations entre 1988 et 2000. Depuis, une exploitation disparaît tous les 3 ans pour **21 restantes en 2010**. Depuis, il en reste 7.

La pérennité des exploitations reste menacée avec 50% des exploitants âgés de plus de 60 ans.

De même, la surface agricole utilisée communale est en baisse de **7,5 hectares par an** et représentait **1017 hectares** en 2010.

L'activité se maintient cependant avec une augmentation de la SAU par exploitation qui avec 42 hectares a plus que doublé entre 1988 et 2000

L'activité est tournée sur la production végétale, principalement la céréale avec une superficie de **758ha** (dont 303 ha de blé tendre). Le maintien de 6 exploitation en polyculture et poly élevage (création d'une exploitation entre 2000 et 2010), montre **des potentiels de diversification de la production** vers une agriculture de proximité.

L'activité agricole périurbaine joue un rôle déterminant dans l'aménagement du territoire communal, dans la construction de son caractère comme de son paysage.

Elle est aussi considérée comme une activité économique génératrice d'emplois et de richesses tant au plan de la production, de la transformation que de la recherche. Aujourd'hui en mutation, l'agriculture est en quête de qualité, de recherche de nouveaux débouchés dans les domaines alimentaires ou non alimentaires (la méthanisation par exemple) qu'il y a lieu de favoriser.

Objectif 1 : Maintenir les espaces de production agricole et accompagner le développement de l'activité

La collectivité s'est engagée depuis des années vers **une maîtrise du foncier** permettant de pérenniser l'espace agricole dans le temps.

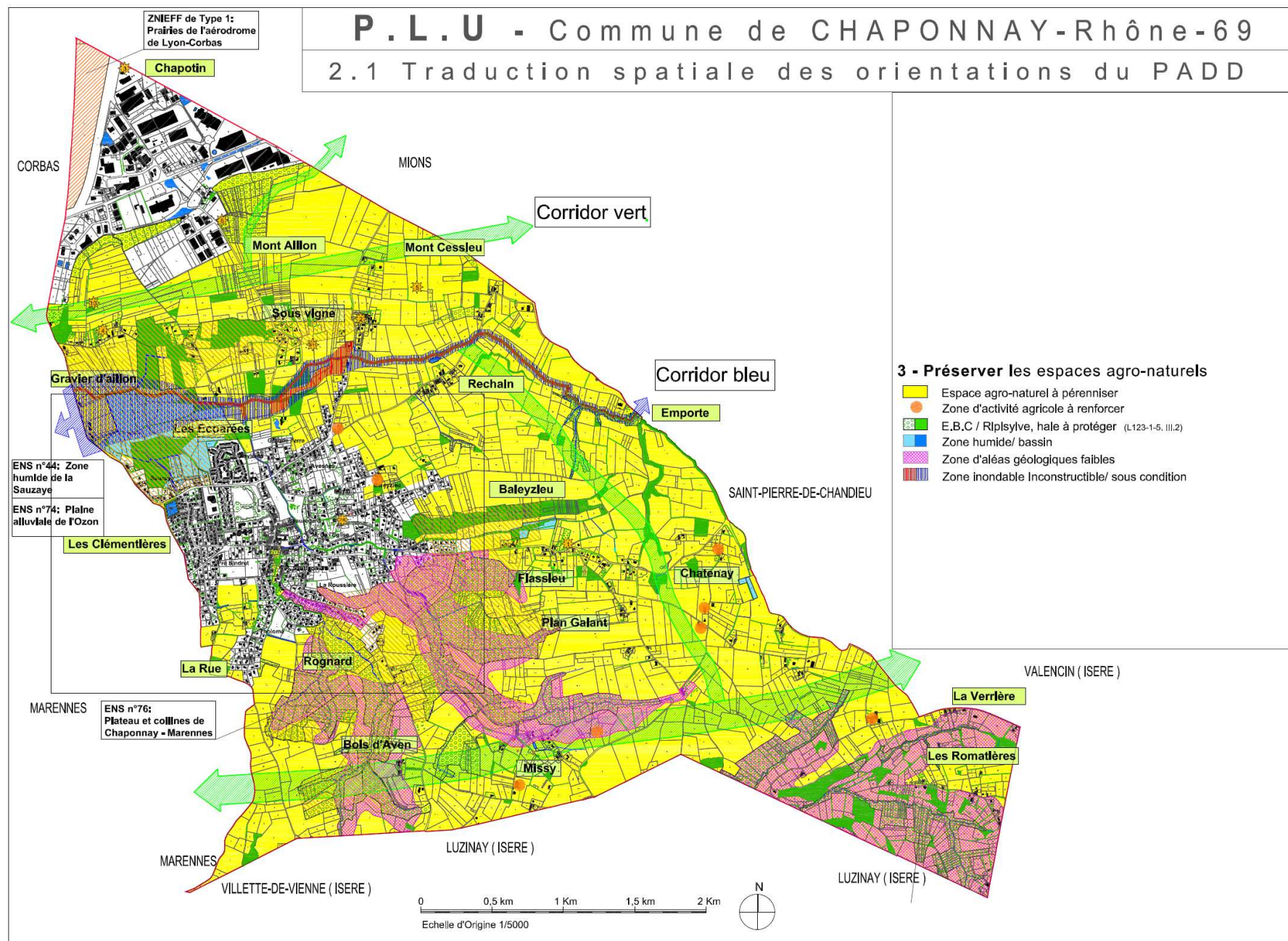
Afin de maintenir l'agriculture dans une véritable **économie de territoire**, il s'agit de distinguer les espaces propres au maintien de la capacité de production, de ceux liés au renforcement ou au redéploiement des bâtiments nécessaires à l'activité agricole. Il s'agira ainsi de :

- **Protéger les espaces de production agricole** (secteurs de pâturages, secteurs de cultures, ...) en évitant tout « mitage » urbain supplémentaire. Notamment, les secteurs mécanisables doivent être particulièrement préservés dans une commune caractérisée par un parcellaire morcelé. Ainsi, ces secteurs seront maintenus en tant qu'espace de production sans aucune construction, même agricole. Cette approche doit respecter les objectifs de préservation de l'espace agricole et ne pas étendre les surfaces des zones urbaines ou à Urbaniser du PLU approuvé.
- **Redéfinir les limites** des zones agricoles constructibles en fonction des besoins réels de l'activité (installations classées, hangars, stabulation...), en limitant les constructions non directement nécessaires au caractère économique de l'activité (habitation) et en définissant des secteurs pour le développement d'une agriculture de proximité (autour des bâtiments d'exploitations présents ou futurs).
- **Préserver** les sièges d'exploitations en activité, par la mise en place de périmètres inconstructibles pour l'habitat, et favoriser leur désenclavement lorsqu'ils sont situés en zones urbaines.
- **Maîtriser l'impact de l'ensemble** des bâtiments d'activités dans leur environnement (localisation, haies, orientation, matériaux, couleurs...). Les serres de production pourront être autorisées par exemple, dans la limite de 5000 m² par exploitation et sous condition de réaliser des bassins de récupération des eaux pluviales.

Objectif 2 : Préserver le patrimoine naturel et le paysage

Si l'on considère que l'espace agricole, le patrimoine naturel et le paysage sont indissociables dans le système socio économique et identitaire de Chaponnay, il s'agit ici de définir les actions à mener pour **maintenir un équilibre** entre la biodiversité et la qualité du cadre de vie :

- **Protéger** les espaces naturels, les trames vertes et bleues à fort intérêt écologique : zones humides, Espace Naturel Sensible, Espace Boisé Classé à préserver et à créer.
- **Préserver les éléments structurants du paysage** (boisements, haies bocagères, arbres remarquables), et les **grandes perspectives paysagères** notamment en entrée de bourg. Des Espaces Boisés pourront être proposés sur les unités les plus caractéristiques ou intégrés dans un inventaire paysager (haie, boisement, arbre remarquable, ...), y compris en zone agricole ou dans les secteurs en pente.
- **Interdire** toute construction nouvelle dans les espaces naturels sensibles, en extension des zones urbaines constituées et reconnaître leur valeur écologique et leur rôle fondamental de drainage des eaux de pluie. Il s'agira de **promouvoir une action globale** dans la prise en compte des phénomènes hydrauliques sur le bassin versant (étude du zonage d'eaux pluviales en cours de réalisation).
A l'échelle locale, cela nécessite de respecter l'hydrographie existante (Les combes, axes d'écoulement...), de mettre en œuvre des mesures à la parcelle (récupération des eaux pluviales, limitation du débit de rejet, noues ...) et de limiter l'imperméabilisation dans les secteurs urbanisés ou en cœur d'îlot (limitation de la densité, instauration d'un CES ...).
Ceci venant en complément de la Protection de la végétation urbaine (parcs, arbres...) dans l'objectif d'un maintien du maillage d'espaces verts.
- **Aménager** de nouveaux espaces verts et ou « bleus » et notamment le :
 - Projet de mise en valeur de la zone humide
 - Projet de mise en valeur des Berges du Putaret par l'aménagement d'une promenade piétonne et de nouveaux franchissements.



Le contexte

L'étalement urbain et l'évolution de la population ont généré **des besoins nouveaux** en matière de stationnement, d'équipement public, mais aussi une augmentation des trafics automobiles, auxquels vient s'ajouter celui de transit en provenance de l'Isère.

A défaut de transports en commun efficaces, le taux de motorisation des ménages atteint **94,6 %** et le parc automobile est estimé à plus de **2056 véhicules**.

Un fonctionnement équilibré passe par une **offre développée en transports en commun**, le renforcement d'une trame piétonne et cyclable, mais aussi par une nouvelle offre de services et d'emplois de proximité, desservis par des transports en commun ; C'est à dire assurer une meilleure **mixité des fonctions** au sein du tissu urbain.

Le développement de la métropole ne va pas dans ce sens, avec à l'Est des infrastructures de transports, d'équipements et des pôles logistiques qui déstructurent notamment les logiques d'habitat, l'emploi, l'agriculture mais aussi le patrimoine naturel.

Si ce processus dépasse le cadre local, l'action à l'échelle communale est nécessairement transversale et recoupe plusieurs objectifs dont celui de préserver et renforcer la qualité du cadre de vie et la convivialité du village.

Objectif 1 : Revoir les logiques de déplacement

La croissance de la population de CHAPONNAY (et aussi celle des communes limitrophes) génère des déplacements pendulaires et des flux importants dans le centre du village. L'utilisation d'itinéraires secondaires est fréquente ; Ces itinéraires deviennent à leur tour saturés et peuvent créer de nouvelles zones de danger (traversée de lotissements, Montée de l'église, par exemple).

L'augmentation de la population laisse augurer un accroissement des déplacements sur la commune et notamment des déplacements motorisés. Les incidences sont importantes: pollution de l'air, nuisances sonores, difficultés grandissantes de stationnement, temps perdu pour les habitants, stress...

- AMELIORER LES CONDITIONS DE CIRCULATION DANS LE VILLAGE

- Répartir les flux internes et de transit dans le centre du village par la création d'une voie supplémentaire Nord / Sud dans le prolongement de la Rue Matou dans le secteur Beauregard. Cette voie nécessite un nouveau franchissement du Putaret. Elle est traitée comme une rue de village permettant d'étirer le centre bourg et de l'adapter à une taille permettant de recevoir 5000 habitants à l'échéance de 2030.
- Poursuivre la politique de déplacements doux facilitant les déplacements piétonniers vers et dans le centre, en dissuadant le recours à l'automobile par la création de cheminements piétons accompagnant les voies nouvelles.
- Requalifier les voies existantes : RD150, rue Matou, RD 152...

- SECURISER LES DEPLACEMENTS

- La voie nouvelle, secteur Beauregard, permettra de limiter la circulation Montée de l'église et d'améliorer les problèmes de sécurité dans ce secteur.
- De nombreux emplacements réservés sur les voies existantes sont inscrits pour des aménagements de sécurité : giratoire sur la RD152, élargissement, rectification de virage...
- Les déplacements doux sont encouragés : poursuite des itinéraires piétons et création de nouveaux, création de trottoirs sur la RD 150, maillage entre la ZI de Chapotin et le stade, Sous Vigne...
- Faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite : fluidité des circulations piétonnes, places de stationnement, accès aux équipements publics et notamment autour de la mairie.

- PROMOUVOIR L'UTILISATION DES TRANSPORTS COLLECTIFS

Non desservie directement par un axe de transport collectif à haute fréquence, la commune de CHAPONNAY soutient la demande de renforcement de la desserte d'une des gares de Saint Pierre de Chandieu. Cette gare pourrait être le pendant au Nord, de la gare de Sérézin du Rhône au Sud, retenue dans le cadre du projet REAL de la Région Rhône Alpes.

Le Val d'Ozon disposerait alors de deux gares offrant d'intéressantes possibilités de desserte collective régionale situées à moins de 10 kilomètres de la commune de CHAPONNAY.

La commune mènera prochainement une étude visant à reproduire pour cette gare le service de navette, déjà en place entre CHAPONNAY et la gare de Vénissieux, service qui a déjà fait ses preuves.

Objectif 2 : Agir sur le dynamisme économique de la commune

L'économie de CHAPONNAY est diversifiée, dynamique et offre de nombreux emplois. Outre l'agriculture, CHAPONNAY dispose d'un pôle de commerces et de services de proximité et surtout d'un Parc d'Affaires important avec un accès direct à l'A46.

L'objectif communal est de conforter son économie dans sa diversité, de **continuer d'améliorer le ratio emplois/actifs** et d'augmenter le nombre d'actifs résidant et travaillant sur le territoire pour limiter les déplacements pendulaires.

- LES COMMERCE ET LES SERVICES

Composantes essentielles de la vie locale, les commerces et les services de proximité concourent à l'animation et au dynamisme de la ville. Si l'attractivité des commerces de proximité dépasse les limites communales (Marennnes, Luzinay...), néanmoins, une **évasion commerciale** est constatée.

L'objectif est de maintenir un centre village dynamique tout en captant une partie de l'évasion commerciale.

Le PLU souhaite renforcer cette position :

- En poursuivant l'embellissement de la ville (requalification des voies et des espaces publics).
- En favorisant les actions en matière de stationnement (offre supplémentaire le long de la rue Centrale).
- En facilitant le marché hebdomadaire grâce à la nouvelle halle.
- En interdisant le changement de destination des rez-de-chaussée commerciaux en garage ou habitation sur les linéaires constitués.

- LE PARC D'AFFAIRES DE LA VALLEE DE L'OZON

Pôle économique important et diversifié, attractif par sa qualité, l'offre d'accueil est aujourd'hui devenue insuffisante dans le Parc d'Affaires et ne permet pas d'assurer un développement économique à moyen terme.

L'objectif est de **renforcer l'offre foncière** à vocation économique dans le respect des entreprises et de l'environnement existant. Cette offre doit permettre aux entreprises présentes de poursuivre leur développement et à d'autres de s'installer.

Par ailleurs, une diversification dans la nature des activités accueillies est souhaitée, sur un secteur limité, permettant de répondre à l'évasion commerciale constatée.

Le PLU propose :

- De maintenir l'extension du Parc d'Affaires au Sud du site pour répondre à des demandes d'implantations nouvelles sur le secteur du Plateau. L'objectif est d'accompagner la croissance démographique d'un développement économique nécessaire au développement durable.
- Garantir la qualité du Parc d'Affaires de la Vallée de l'Ozon par le maintien des prescriptions paysagères et réglementaires en vigueur (Vitrine de la commune depuis l'A46).

- LES EQUIPEMENTS ET LES SERVICES

La commune bénéficie d'un excellent niveau de services et d'équipements.

Leur répartition sur le territoire communal est cohérente et remarquable dans leur liaison. On peut toutefois noter que les équipements scolaires se localisent aujourd'hui dans des quartiers urbanisés où la population est vieillissante alors que les besoins augmentent dans les secteurs plus récents.

Le PLU veillera donc à anticiper les attentes en matières d'équipements publics ou privés à usage collectif, pour maintenir un bon niveau de services sur la commune et à les répartir vers les quartiers nouveaux :

Par exemple:

- Le secteur de Pré Sindrut accueillera l'extension du pôle enfance.
- Le secteur du Parc Municipal accueillera la mairie ou autre équipement public,
- Le secteur de la Roussière est une zone de développement futur du village, qui pourrait accueillir des équipements publics permettant une meilleure répartition spatiale sur le territoire.
- Le secteur de la plaine des sports est également renforcé.

- LES ESPACES PUBLICS

Le centre village a connu dans son histoire des restructurations, toujours accompagnées par l'aménagement d'espaces publics et de liaisons. Les aménagements se sont greffés au centre existant sans en altérer les qualités.

Le PLU veillera à poursuivre la politique de renforcement des espaces publics, engagée depuis de nombreuses années.

- **Aménager** l'ensemble des secteurs soumis à Orientations d'Aménagement et de Programmation.
- **Créer** une nouvelle liaison piétonne le long des berges du Putaret.
- **Concrétiser** le Projet d'aménagement du Parc Municipal.
- **Prolonger** la requalification de la rue Centrale avec la nouvelle Halle comme point d'appui.
- **Connecter** la zone humide avec le village et le réseau de cheminements piétonniers.
- **Requalifier** des axes majeurs : rue Centrale (RD 150), rue Matou, RD 152.
- **Renforcer** le maillage piéton en cœur de bourg, rue Centrale (RD 150), rue Matou, RD 152 et dans les futurs projets d'aménagement soumis à des orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Objectif 3 : Prendre en compte les risques naturels, technologiques et les risques de pollution

Le fonctionnement équilibré du territoire passe enfin par une prise en compte dans le PLU des risques et nuisances. Cette approche a déjà été intégrée, mais nécessite sur certains points d'être complétée :

- **Traduire** dans le PLU, le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Inondation et le zonage d'eaux pluviales, en cours d'études.
- **Compléter** la carte d'instabilité des sols par les études géotechniques faites suivant le cahier des charges de la DDT.
- **Préserver** le coteau notamment (densité plus faible des constructions et protection des haies bocagères), pour limiter les risques de ruissellement et prévenir des risques de glissement de terrain.
- **Intégrer** la présence de risques technologiques sur la commune dans la zone d'activités.
- **Développer** en priorité les zones équipées bénéficiant du réseau d'assainissement collectif des eaux usées pour limiter les risques de pollution.

P.L.U - Commune de CHAPONNAY-Rhône-69

2.1 Traduction spatiale des orientations du PADD

DOCUMENT DE TRAVAIL Juin 2016 - Version provisoire - V8

